



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 21 – 19 FEVRIER 2016

SOMMAIRE

▼ ACTUALITE REGIONALE

▼ CONJONCTURE

▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ SECTEURS D'ACTIVITES

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

ENERGIE ET MATIERES PREMIERES

INDUSTRIE

SERVICES

▼ ENTREPRISES

▼ CARNET ET AGENDA

**SOMMET DE LA
FRANCOPHONIE :
26 ET 27
NOVEMBRE A
MADAGASCAR**

**POWER AFRICA
(USAID): 43 Mds
USD MOBILISÉS**

**DEMARRAGE DE LA
CONSTRUCTION DU
PIPELINE DJIBOUTI -
ÉTHIOPIE**

**LE GABON CHERCHE A
FAVORISER
L'INDUSTRIALISATION
DU PAYS**

**BATAILLE
JUDICIAIRE ENTRE
MTN ET ELTISALAT
AU NIGERIA**

**L'AFD APPUIE LA
SNDE AU CONGO**

**LAFARGE
AUGMENTE SA
CAPACITE DE
PRODUCTION EN
ZAMBIE**

**EIFFAGE ACCELEME
EN AFRIQUE DE
L'OUEST**

**LA FONDATION
ORANGE INVESTIT
AU MALI**



ACTUALITE REGIONALE

▼ Approbation du master plan pour l'interconnexion électrique en l'Afrique de l'Est

Les dix pays membres de l'*Eastern African Power Pool* (EAPP) ont approuvé le 26 janvier à Addis Abeba leur plan directeur, d'une durée de 25 ans, pour le renforcement de l'intégration électrique régionale. Le plan, qui prévoit la construction de plusieurs lignes de transmission (Soudan-Ethiopie, Rwanda-Tanzanie, Ouganda-Kenya, etc.) a été validé malgré l'opposition de l'Egypte, inquiet des répercussions de la construction du barrage Grande Renaissance en Ethiopie sur ses ressources en eau. Pour rappel, l'EAPP a été créé en 2005 et regroupe le Burundi, le Kenya, l'Egypte, l'Ethiopie, le Rwanda, la Tanzanie, la RDC, le Soudan et la Libye.

✉ pierre.sentenac@dgtrésor.gouv.fr

▼ Démarrage de la construction du pipeline Djibouti-Ethiopie prévu pour juin

L'office de presse du président djiboutien a annoncé que le démarrage des travaux de construction du pipeline devant relier Djibouti à l'Ethiopie est prévu pour juin prochain. Cette annonce intervient alors que des rumeurs faisaient état d'un possible abandon du projet. Pour rappel, ce pipeline de 550 km sera financé et réalisé par Black Rhino Group et Mining Oil & Gas Services pour un coût de 1,55 M USD. Il permettra d'acheminer des produits pétroliers raffinés du port djiboutien de Damerjob vers le dépôt d'Awash en Ethiopie (225 km au sud de la capitale). Il est également prévu la construction d'un dépôt de stockage pétrolier à Djibouti.

✉ pierre.sentenac@dgtrésor.gouv.fr

▼ Afrique de l'Est : approbation du plan d'électrification ferroviaire kenyane

Les ministres du Transport de l'Ouganda, du Rwanda, du Soudan du Sud et du Kenya, réunis à Kampala dans le cadre du *Northern Integration Projects Initiative* (NCIP), ont approuvé le plan d'électrification proposé par le Kenya pour le *Standard Gauge Rail* (SGR). La ligne ferroviaire SGR Mombasa-Nairobi, en cours de construction, ainsi que les futurs tronçons desservant les autres pays seront alimentés par un système de traction électrique (et non au diesel). L'objectif est d'améliorer la capacité du réseau. La NCIP, dont l'Éthiopie est devenue membre en décembre 2015, vise à accélérer la coopération pour le développement des infrastructures régionales (SGR, oléoduc pétrolier, logistique portuaire).

✉ benoit.gauthier@dgtrésor.gouv.fr

▼ Le Nigéria, 1^{er} partenaire commercial de la France en Afrique subsaharienne

En 2015, les échanges bilatéraux s'élevaient à 4,2 Mds EUR, en recul de 24,7 % par rapport à 2014 (5,6 Mds EUR), permettant néanmoins au Nigéria de se maintenir au rang de 1^{er} partenaire commercial de la France en Afrique subsaharienne. Le pays contribuait à 19,3 % de nos échanges, devant l'Afrique du Sud et l'Angola avec respectivement des parts de 12 % (2,6 Mds EUR en recul de 6,3 %) et 9,4 % (2,1 Mds EUR en repli de 11,8 %). La baisse plus importante de nos importations, imputable à la baisse du cours du baril de pétrole, que celle de nos ventes, a permis un recul de notre déficit commercial qui est passé de - 2,6 Mds EUR en 2014 à - 1,6 Md EUR en 2015.

✉ marlene.marqueslopes@dgtrésor.gouv.fr

▼ Réhabilitation de l'axe routier transfrontalier entre la Sierra Leone et le Libéria

Le vice-président sierra-léonais Victor Bockarie Foh et l'ambassadeur de l'Union européenne en Sierra Leone Peter Versteeg ont annoncé le début des travaux de construction de l'autoroute Bandajuma – MRU Bridge Road, d'une longueur de 106,3 km offrant une liaison entre la Sierra Leone et le Libéria plus rapide et sécurisée. Estimé à 105 M EUR, le projet sera intégralement financé par l'Union européenne à travers le programme indicatif régional (62,2 M EUR), ainsi que les 10^{ème} et 11^{ème} FED programme indicatif national (43 M EUR). Les travaux seront réalisés par la société de construction sénégalaise en cotraitance avec Matière (France).

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

▼ 40^{ème} assemblée générale de la fédération des sociétés d'assurances de droit national africaines (FANAF)

La FANAF tient sa 40^{ème} assemblée générale du 15 au 18 février 2016 à Abidjan, sur le thème : « l'assurance africaine au cœur de l'émergence ». Il s'agit de faire le bilan des 40 années d'existence de la FANAF et de définir de nouveaux axes de développement sur le continent. A l'ouverture de ces assises, le président de la FANAF, Adama Ndiaye, a indiqué que le marché africain réalise aujourd'hui 70 Mds USD de chiffre d'affaires, dont 2/3 en assurance vie. Ce marché est de loin dominé par l'Afrique du sud qui réalise à lui seul 70 % du chiffre d'affaires du continent. Au niveau international, l'Afrique ne réalise que 1,5 % du chiffre d'affaires mondial de l'assurance.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Cameroun : inauguration du 1^{er} tronçon de la route Oueso-Sangmélima

Le chef de l'Etat congolais a inauguré le 11 février le premier tronçon (169 km) de la route Oueso (Congo)-Sangmélima (Cameroun) de 651 km devant relier les deux pays. Le coût total des travaux s'élève à 101,1 Mds FCFA (154,2 M EUR) dont 97,5 % pour les travaux de construction réalisés par la société chinoise Syno Hydro et 2,5 % pour le groupement de contrôle Louis Berger/CIRA. Ce premier tronçon a été financé à hauteur de 54,2 Mds FCFA (82,6 M EUR) par le Congo et à 47,1 Mds FCFA (71,8 M EUR) par la Banque africaine de développement. Cette route intègre la liaison Brazzaville-Yaoundé, soit le corridor 29 du plan directeur du transport consensuel en Afrique centrale.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Afrique du Sud : SONA 2016, la pression sur le budget

A l'occasion du discours sur l'état de la nation, le président Zuma a fait mention du risque de perte du statut investissement de la dette souveraine sud-africaine et de l'impact négatif lourd en matière de coût de financement pour l'économie. Pour autant, aucune mesure spécifique de renforcement des finances publiques n'a été annoncée, en particulier du point de vue de la fiscalité, le président renvoyant cette problématique au budget 2016/17 du 24 février, se contentant d'évoquer des solutions peu novatrices (retour du débat autour d'une seule et unique capitale) et ne répondant en rien à l'ampleur des enjeux (annonce de la réduction du train de vie de l'Etat alors que 40 % du budget est absorbé par les dépenses de personnel).

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ Angola : chute des exportations portugaises

D'après l'Institut statistique angolais, les importations de biens et services en provenance du Portugal, partenaire commercial majeur de l'Angola, ont connu un repli de 34 % en 2015, passant de 3,2 Mds EUR à 2,1 Mds EUR. Cette baisse touche l'ensemble des produits. Sur les 11 premiers mois de l'année, les biens alimentaires et les boissons accusaient une chute de 30 %. Pour les machines et autres biens, à l'exception du matériel de transport, la chute a été encore plus importante avec une baisse de 38 %. Parallèlement, les fournitures industrielles affichaient -31 %. La résultante en est une pénurie de produits alimentaires de première nécessité et de fournitures industrielles pénalisant le processus de diversification.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ Mozambique : ralentissement de la croissance en 2015

Selon l'institut des statistiques, la croissance du PIB a décéléré à 5,6 % en glissement annuel au 4^{ème} trimestre, après 6,3 % au T3, 6,0 % au T2 et 7,1 % au T1. Sur l'année 2015, la croissance s'inscrit en nette baisse par rapport à 2014 (7,4 %), à 6,3 % en g.a, son plus bas niveau depuis 20 ans. En 2016, la croissance s'élèverait à 6,5 % selon le FMI, l'activité demeurant pénalisée par les conséquences de la sécheresse sur le secteur agricole et le retard pris par plusieurs investissements dans le secteur gazier.

✉ philippe.fouet@dgtresor.gouv.fr

▼ Zambie : nouveau revirement sur les tarifs d'électricité

Sous la pression politique, l'énergéticien ZESCO a retiré sa demande de hausse des tarifs de 73 % faite auprès du régulateur, censée toucher l'ensemble des industriels. Cette décision répond aux inquiétudes des industriels, notamment des miniers, confrontés à une perte de compétitivité due à la hausse de leur coût de production dans un contexte de prix du cuivre extrêmement bas. Si ce nouveau revirement apparaît comme favorable aux industriels, la question du financement des investissements dans le secteur énergétique reste posée alors que les capacités de production sont actuellement de 40 % inférieures à la normale, conséquence de la sécheresse actuelle.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ Zambie : maintien du taux directeur malgré la hausse de l'inflation

Alors que le taux d'inflation en janvier s'est élevé à 21,8 %, soit un maximum depuis octobre 2003, le comité de politique monétaire a choisi de maintenir inchangé le taux directeur à 15,5 % afin de ne pas pénaliser davantage une croissance amoindrie par la faiblesse des cours du cuivre et le ralentissement de la demande de la Chine, et ne pas trop peser sur le pouvoir d'achat des ménages, lourdement affectés par la sécheresse actuelle. Le gouverneur de la Banque centrale a indiqué que la croissance en 2015 s'était élevée à 3,6 % contre une cible initiale de 7 %. La projection de la Banque centrale pour 2016 rejoint celle du ministère des Finances à 3,7 %.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ Zimbabwe : déclaration de l'état de catastrophe naturelle

Les autorités ont déclaré l'état de catastrophe naturelle face aux conséquences économiques et humaines de la sécheresse. Cette dernière a fortement affecté la production agricole plaçant près 2,5 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire. Si le Programme pour le développement des Nations-Unies a d'ores et déjà rassemblé 60 M USD, ce montant paraît insuffisant tant les besoins sont élevés (1,6 Md USD estimés par les autorités). La campagne en cours devrait voir la production baisser à 600 000 T voire 200 000 T pour une consommation attendue de 1,7 M t, nécessitant des importations massives dont le prix a mécaniquement augmenté compte tenu de l'effondrement de la production dans la région.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : les recettes fiscales à mi-année en deçà des objectifs

Selon les données du *Budget Policy Statement*, les recettes fiscales (y compris les dons) de la première moitié de l'exercice fiscal 2015-16 (décembre 2015) ont été de 575,2 Mds KES (4,9 Mds EUR) contre un objectif de 642,9 Mds KES (5,5 Mds EUR), soit 67,7 Mds KES (582 M EUR) de moins qu'attendu. Le manque à gagner s'élève à 47,6 Mds KES (409 M EUR) pour les recettes hors-dons et à 20 Mds KES (172 M EUR) pour les dons. Pour les recettes hors-dons, le manque à gagner a été enregistré au niveau de l'impôt sur le revenu et de la TVA sur les importations. Par conséquent, le gouvernement a revu à la baisse ses projections des recettes totales sur 2015-16, de 1 358 Mds KES (11,7 Mds EUR) à 1 311,1 Mds KES (11,3 Mds EUR).

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Seychelles : une croissance plus modérée attendue en 2016

Selon le FMI, qui a effectué une mission d'évaluation aux Seychelles en décembre dernier, l'archipel devrait connaître un taux de croissance plus faible en 2016 (prévision de 3,3 %) qu'en 2015 (estimation de 4,3 %). Ce ralentissement serait déjà palpable dans le secteur de la construction. L'économie seychelloise reposant essentiellement sur deux piliers (tourisme et pêche), elle est fortement dépendante des aléas de la conjoncture mondiale. Les autorités ont comme objectif prioritaire de diversifier l'économie et d'encourager le développement du secteur privé en améliorant l'accès au crédit.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : l'écart entre le taux de change officiel et le taux de change parallèle atteint 70 %

Depuis que la Banque centrale du Nigéria a fixé la valeur du Naira à 197-199 NGN /1 USD, le prix du pétrole a chuté de 40 %. En conséquence, les réserves de change ont chuté à 28 Mds USD le mois dernier, le niveau le plus bas depuis 5 ans, et les mesures de contrôle des

changes contraignent très fortement l'offre de devises étrangères. Les marchés financiers s'attendent à une dévaluation : en effet, les contrats de change à terme prévoient une baisse du Naira de 30 % à 288 NGN/1 USD à 12 mois, se rapprochant du niveau du marché parallèle supérieur à 300 NGN/1 USD.

✉ victor.berenger@dgtrésor.gouv.fr

▼ **Nigéria : la banque centrale envisage de créer un système de change dual**

D'après les informations du journal *Business Day*, la banque centrale envisage de créer un système de change dual, avec un premier marché bénéficiant d'un accès au devise préférentiel (à 197 NGN/1 USD) pour les secteurs prioritaires (importations de carburants, industrie manufacturière) et un second, sur lequel le taux de change serait plus flexible. Ce régime de change n'est pas inédit au Nigéria, puisqu'un système similaire avait été introduit sous le régime de Sanni Abacha, entre 1994 et 1998. Ce fonctionnement avait certes permis de stabiliser la valeur du Naira, mais également l'enrichissement de certains agents qui arbitraient entre les deux taux de change.

✉ victor.berenger@dgtrésor.gouv.fr

▼ **Nigéria : manifestations en réaction à la hausse du prix de l'électricité**

Les syndicats ont organisé le 8 février des manifestations pour protester contre la mise en œuvre des nouveaux tarifs électriques, qui ont entraîné une augmentation du prix de l'électricité de plus de 45 %. Babatunde Fashola, le ministre de l'Électricité, des travaux publics et du logement, a défendu la mesure jugeant qu'une telle augmentation allait permettre d'améliorer la production électrique. La précédente tarification ne correspondait pas à la structure des coûts, la hausse des prix de l'électricité apparaît nécessaire pour permettre aux sociétés de distribution (DISCOs) d'améliorer leur rentabilité financière et de financer de nouvelles dépenses d'investissement.

✉ victor.berenger@dgtrésor.gouv.fr

▼ **Ghana : l'inflation a atteint 19 % en janvier 2015**

La hausse de l'indice des prix à la consommation a atteint 19 % en janvier contre 17,7 % en décembre 2015, tirée par la hausse des prix des biens non-alimentaires (25,5 %). Les principales hausses ont concerné l'eau (89 %), l'électricité (59,2 %), l'essence (27 %) et les transports publics (15 %). Enfin, l'inflation importée s'est élevée à 18,7 %. Le Cedi s'est déprécié de 18,75 % par rapport au Dollar américain en 2015 et s'échange actuellement à 3,9 GHS/USD, en raison de la baisse du prix du pétrole, d'un niveau élevé d'importations et des rapatriements de devises par les multinationales. Bien que la Banque du Ghana prévoie un ralentissement de la chute du Cedi en 2016, d'autres anticipent une dépréciation encore plus importante, atteignant 4,7 – 5,1 GHS/USD à la fin de l'année.

✉ caroline.delassade@dgtrésor.gouv.fr

▼ **Bénin : report du premier tour de l'élection présidentielle**

En raison de retards dans la distribution des cartes d'électeurs, la Cour constitutionnelle a décidé de reporter au 6 mars 2016 le premier tour de l'élection présidentielle initialement prévu pour le 28 février 2016. Le Conseil d'orientation et de suivi de la liste électorale permanente informatisée (Cos-Lépi) a par ailleurs été déchargé des opérations de production et de distribution des cartes d'électeurs. Le Conseil national de traitement finalisera les travaux entamés par le Cos-Lépi. En cas de non-disponibilité des cartes pour certains électeurs, la Cour

constitutionnelle prévoit par ailleurs une possibilité d'utilisation des cartes d'électeurs délivrées dans le cadre des élections législatives de 2015.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : 725 000 tonnes d'anacarde attendues en 2016

Le gouvernement ivoirien vient de procéder au lancement de la campagne 2016 de commercialisation de l'anacarde. Une production record de 725 000 tonnes de noix de cajou est attendue cette année, contre près de 703 000 tonnes en 2015. Le prix bord champ de cette campagne est fixé à 350 FCFA le kilogramme contre 275 l'an dernier. Selon le ministère ivoirien de l'agriculture, la Côte d'Ivoire est devenue depuis 2015, le premier producteur mondial de noix de cajou, devant l'Inde, avec une part de marché de près de 25 %. La quasi-totalité de la production ivoirienne est exportée vers l'Inde (65 %), le Vietnam (25 %) et le Brésil (10 %). Le pays ambitionne de transformer localement au moins un tiers de sa production d'ici 2020.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Réduction du déficit commercial du Sénégal en 2015

Le déficit commercial du Sénégal s'est réduit en 2015, s'établissant à 1 715 Mds FCFA, soit une baisse de 2,3 % par rapport à 2014. Cette amélioration est due à la forte hausse des exportations sénégalaises (+13,3 %, 1366 Mds FCFA), portée par le dynamisme des ventes de produits des industries agro-alimentaires et minières. Les achats sénégalais n'ont progressé que de 4 %, grâce (i) à la réduction de la facture énergétique du pays du fait de la baisse du cours mondial des produits pétroliers, et (ii) à la baisse des volumes importés sur la quasi-totalité des postes. La France demeure le principal partenaire commercial du pays, avec 18 % de part de marché, devant la Chine (10 %), le Nigéria (9 %) et l'Inde (6 %).

✉ foly.ananou@dgtresor.gouv.fr

▼ Le Gabon au 24^{ème} rang africain sur l'indice de résilience aux chocs extérieurs

Selon une étude conduite par le cabinet de conseil américain *Frontier Strategy Group*, sur la capacité des marchés du continent à résister à la dégradation de la conjoncture économique, le pays arriverait au 24^{ème} rang en Afrique subsaharienne et 4^{ème} au sein de la Communauté économique des États d'Afrique Centrale, derrière Sao Tomé, le Rwanda et le Cameroun, respectivement 8^{ème}, 20^{ème} et 21^{ème}. Dans ce classement sur la résilience économique et les perspectives de croissance, l'Île Maurice occupe la première place.

✉ thierry.blin@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : hausse des prix à la consommation de 2,7 % en 2015

En 2015, les prix à la consommation des ménages ont augmenté de 2,7 % (1,9 % en 2014), selon une note de conjoncture du 15 février de l'Institut national de la statistique. Cette hausse du niveau général des prix est essentiellement due aux boissons alcoolisées et tabacs (+8,9 %), transports (+7,5 %), services de restaurants et hôtels (+5,9 %). Les prix des produits alimentaires ont crû de 1,9 % en 2015 après 1 % en 2014. Les pressions inflationnistes observées sur les prix des produits alimentaires à partir du deuxième semestre 2015 pourraient s'estomper en 2016 avec la baisse des prix des carburants. Le taux d'inflation en 2016 pourrait dès lors rester proche de 3 %.

✉ daniel.lanes@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Côte d'Ivoire : nouvel Acte uniforme sur les procédures collectives

Le Conseil des ministres a adopté le 10 février une ordonnance renforçant les droits des créanciers vis-à-vis des mandataires judiciaires dans les procédures collectives conformément au nouvel Acte uniforme ainsi qu'un décret créant et organisant la Commission nationale de contrôle des mandataires judiciaires. Cette Commission est chargée de la vérification des nouvelles conditions exigées des mandataires judiciaires au titre de leur nomination et de l'exercice de leurs fonctions, notamment en matière d'indépendance, d'impartialité et d'encadrement de leur rémunération. Le non-respect de ces conditions peut désormais conduire à l'engagement de poursuites disciplinaires.

✉ jean-jacques.lecat@cms-bfl.com

▼ Ethiopie : plan de privatisations pour 2015/2016

Le ministère des Entreprises publiques envisage la mise aux enchères, par appels d'offres nationaux et internationaux, de plusieurs entreprises publiques au cours de l'année fiscale éthiopienne 2015/2016, parmi lesquelles : Bilito Seraro Agricultural Development (cession totale du capital), Sile Agriculture Development (utilisation via un lease), et les cessions partielles d'Ethiopian Crown & Cork Manufacturing, B.M. Textile and Garment, Tibila Agricultural Dev't, Ambo Mineral Water (cession partielle du capital encore détenu par l'Etat), et Ethiopian Tobacco. Pour rappel, le ministère des Entreprises publiques a vu le jour en novembre 2015. Il remplace l'Autorité de la privatisation et la *Public Property Supervision Agency*.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Le Kenya, 94^{ème} pays signataire de la Convention de l'OCDE

L'ambassadrice du Kenya en France, Salma Ahmed, a signé la Convention de l'OCDE concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale. Le Kenya devient le 94ème pays et le 12^{ème} pays en Afrique à signer cette convention, qui offre un cadre de coopération fiscale multilatérale entre États signataires. Cet engagement pourrait permettre d'améliorer l'efficacité de la *Kenya Revenue Authority* (KRA), l'agence de recouvrement des recettes fiscales, dans le prélèvement de l'impôt alors que le déficit budgétaire se creuse. La *Tax Procedures Act 2015*, entrée en vigueur le 19 janvier 2016, donne quant à elle autorité à la KRA en matière de lutte contre l'optimisation fiscale des entreprises.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Maurice : une nouvelle agence pour appuyer la stratégie africaine du gouvernement

Pour mettre en œuvre sa stratégie de déploiement vers l'Afrique, le gouvernement mauricien a créé une nouvelle agence, la *Mauritius Corporation Enterprise*. La MCE, dont un des principaux actionnaires est le fonds souverain « Mauritius Africa Fund, est chargée d'identifier des opportunités de développement sur le continent africain aussi bien dans les secteurs manufacturiers que dans les services. La MCE devrait ouvrir très rapidement un premier bureau au Ghana, avant d'installer des représentations en Ethiopie et en Zambie. Actuellement, près d'une centaine d'entreprises mauriciennes disposent de filiales en Afrique (partie anglophone, principalement).

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Un Ougandais entre dans la liste Forbes des fortunes africaines

Mohammed Hamid figure désormais dans le classement Forbes des personnalités les plus riches du continent Africain, et occupe la deuxième place pour les moins de 40 ans, derrière le multimillionnaire tanzanien Mohammed Dewji. A la tête d'un des plus importants conglomérats privés d'Ouganda, Aya Group, cet homme d'affaires d'origine soudanaise emploie environ 5000 personnes. Il a commencé sa carrière en fondant dans les années 90 Pan Afric Commodities, une entreprise d'import/export. Il a ensuite étendu ses activités à l'agroalimentaire en investissant dans la meunerie. Aujourd'hui, Aya Group est notamment présent dans le transport (flotte de plus de 3000 camions) et l'hôtellerie (développeur du Hilton Kampala).

✉ thierry.loussakoueno@dgtrésor.gouv.fr

▼ Une innovation médicale ougandaise récompensée aux Etats-Unis

L'Institut de recherche industriel ougandais (UIRI) a reçu le 1^{er} prix lors de l'édition 2016 du *Patient Safety, Science and Technology Summit* (Californie). Il a été récompensé pour le design innovant d'un dispositif médical *low cost* de dosage des perfusions destinées aux enfants de moins de 5 ans. L'institut a également reçu 50 000 USD de la fondation *Patient Safety Movement* pour le développement industriel du dispositif, dont les essais cliniques seront réalisés à l'hôpital de Mulago (Kampala) et dans un réseau de 22 cliniques de l'Utah (Etats-Unis). Cette machine, qui sera produite en Ouganda, sera commercialisée localement au prix de 100 USD, soit 2 700 USD moins cher que l'importation de machines similaires d'occasion.

✉ thierry.loussakoueno@dgtrésor.gouv.fr

▼ Mali : trois entreprises sur dix ont des créances impayées sur l'Etat

Le rapport de synthèse du baromètre de conjoncture des entreprises du Mali, édition 2015, a été présenté le 11 février 2016, dans les locaux du conseil national du patronat du Mali. Le sondage, réalisé de mai à juillet 2015 par l'Institut africain de l'entreprise auprès de 213 entreprises formelles (dont 77 % de petites et moyennes entreprises) révèle qu'au Mali, trois entreprises sur dix ont des créances impayées sur l'Etat. Le montant total de ces impayés s'élève à environ 61 M EUR. La dette intérieure, auditée en 2015, est en cours d'apurement.

✉ nicolas.moussard@dgtrésor.gouv.fr

▼ Gabon : adoption de mesures devant favoriser l'industrialisation

Ces mesures en faveur de l'industrialisation ont été annoncées à l'issue du Conseil des ministres du 11 février, délocalisé dans la Zone économique à régime privilégié de Nkok. Le gouvernement a notamment décidé la création d'une bourse nationale du bois et la mise en place d'un cadre normatif pour l'exploitation de l'or, désormais classé «ressource stratégique». Ont aussi été annoncés la révision de la charte des investissements et le renforcement des capacités des conseillers économiques des missions diplomatiques du Gabon en collaboration avec les services de la nouvelle Agence nationale de la promotion des investissements (ANPI).

✉ thierry.blin@dgtrésor.gouv.fr

▼ RD Congo : dégradation la perspective de la note souveraine

L'agence de notation financière américaine Standard & Poor's a annoncé, le vendredi 5 février, avoir abaissé les perspectives associées à la note souveraine de la République démocratique du Congo de «stables» à «négatives». Les notes de crédit souverain ont été maintenues à «B-» à long terme et «B» à court terme. S&P a expliqué la dégradation des perspectives de la note souveraine de la RD Congo par un accroissement des vulnérabilités vis-à-vis de l'extérieur. Les réserves de change du pays ont en effet atteint un niveau faible de 1,2 Md USD le 31 décembre 2015, ce qui correspond à environ un mois de paiements courants.

✉ francois.quintin@dgtrésor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Cameroun : nomination des dirigeants de la société nationale de transport d'électricité

Le directeur général et le directeur général adjoint de la société nationale de transport d'électricité (SONATREL) ont été nommés, le 9 février 2016, lors du premier conseil d'administration de l'entreprise. Ces nominations vont permettre le démarrage effectif des activités de l'entreprise, créée en octobre 2015. Elle est notamment chargée de l'exploitation, de la maintenance et du développement du réseau de transport d'électricité au Cameroun et devra œuvrer à sa modernisation alors que le montant des investissements nécessaires s'élèverait à près de 700 Mds de F CFA (1,4 Md EUR). La Banque mondiale a décidé de lui apporter un soutien financier de plus de 600 Mds de F CFA (1,2 Md EUR).

✉ sophie.pignon@twobirds.com

▼ USAID publie sa feuille de route pour la mise en œuvre de son programme "Power Africa"

USAID vient de publier une feuille de route précisant les modalités de mise en œuvre du programme Power Africa pour lequel le gouvernement américain déclare avoir mobilisé directement et indirectement près de 43 Mds USD. La feuille de route fixe deux objectifs ambitieux à réaliser d'ici 2030 : (i) augmenter la capacité installée en Afrique Sub-saharienne de 30 000 MW et (ii) raccorder 60 millions de foyers supplémentaires aux réseaux électriques afin de doubler l'accès à l'électricité. Le troisième objectif de Power Africa est d'investir dans la formation, le savoir-faire et le développement des institutions nationales et régionales en charge du secteur de l'énergie électrique.

✉ barthelemy.littot@gide.com

▼ Swaziland : soutien d'un projet de construction d'un barrage polyvalent

Afin d'améliorer l'accès à l'eau de plusieurs municipalités et de disposer de davantage de capacités de stockage, le gouvernement du Swaziland souhaite construire à l'horizon 2018 un barrage polyvalent sur la rivière Lususwana. Ce projet, inscrit dans les documents de planification stratégique, bénéficie pour le financement des études de faisabilité de l'appui des bailleurs. Le coût total des études, exécutées sur 24 mois, est de 2,8 M EUR dont 1,28 M provenant de la Facilité africaine de l'eau, administrée par la Banque africaine de développement (BAfD), 1 M EUR du Fonds d'assistance technique pour les pays à revenu intermédiaire (BAfD), 220 000 de la coopération britannique, le solde relevant du gouvernement du Swaziland.

✉ gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar bénéficiaire de l'IDA Turnaround Facility

La Banque mondiale vient d'accorder à Madagascar l'accès au mécanisme de financement IDA Turnaround Facility, destiné à soutenir les pays fragiles qui démontrent une volonté et capacité à changer leur trajectoire de développement. Le soutien de la Banque à Madagascar devrait plus que doubler pour s'élever au total à 690 M USD pour la période 2016 à 2018, sous réserve que le pays passe avec succès la revue à mi-2017 des indicateurs de performance du programme d'assistance, en particulier dans le domaine de la bonne gouvernance. De son côté une mission d'audit du FMI viendra mi-mars pour vérifier l'atteinte à fin décembre 2015 des objectifs du Programme de référence FMI (SMP), et faire une revue du cadrage macro-économique et financier.

✉ hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : négociation du programme PAGOSE

La Banque mondiale et le gouvernement ont, après plusieurs reports, conclu la négociation du Projet d'amélioration de la gouvernance et des opérations dans le secteur de l'électricité (PAGOSE). Le projet, d'environ 65 M USD, devrait être approuvé par le Conseil d'administration de la Banque mondiale le 22 mars 2016. En trois ans, il accompagnera le redressement technique et financier de la JIRAMA, aujourd'hui dans une situation non soutenable, selon trois axes: renforcer la planification et le développement du secteur électrique, améliorer la performance opérationnelle de la gestion de la JIRAMA et financer des investissements d'urgence. Les études de base sont déjà en cours, comme le plan de développement au moindre coût du secteur électrique.

✉ hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : diminution de l'aide budgétaire multilatérale

Le projet de budget du gouvernement pour l'année 2016/2017 en discussion devant le Parlement, affiche une aide budgétaire en forte réduction de 6,4 % à 3 % du budget total. Pour compenser la différence, le gouvernement propose d'augmenter les revenus fiscaux de 15 % ainsi que les emprunts commerciaux, de réduire les dépenses publiques et de réviser les règles d'exemptions de taxes. L'ancien commissaire de l'autorité nationale des taxes estimait le mois dernier que le pays serait en mesure de financer son budget par des sources locales d'ici les 5 prochaines années.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : financement de la campagne cotonnière 2016 par un *pool* bancaire

La Sofitex (Société en charge de l'exportation du coton-fibre) a signé début février, à Paris, une convention de financement de la campagne cotonnière 2016 d'un montant de près de 70 M EUR avec un *pool* bancaire mené par la Société générale. Ce financement vient s'ajouter à celui négocié auprès d'un *pool* de banques nationales fin décembre 2015 (122 M EUR). La SOFITEX traite et exporte 70 % du coton-fibre burkinabé.

✉ pascal.carrere@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : 1 077 Mds FCFA de commandes publiques approuvées en 2015

Selon la direction des marchés publics (DMP), 1 077 Mds FCFA de commandes publiques ont été approuvées en 2015 pour 5 028 marchés, contre 985 M FCFA en 2014 pour 3 776 marchés. 67,5 % des marchés ont suivi la procédure concurrentielle, 7,7 % ont été attribués en gré à gré et les 24,8 % restants ont suivi d'autres procédures non concurrentielles (lettres de commande, avenants, etc.). 63 % des marchés étaient liés à des travaux de BTP et 32 % aux services. Le délai moyen de passation des marchés publics s'est légèrement amélioré, se situant à 120 jours, contre 126 l'an dernier. L'objectif du gouvernement est de ramener ce délai à 88 jours.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-France : l'aide française au Congo évaluée à 18 Mds FCFA

L'ambassade de France en République du Congo a présenté le 9 février à Brazzaville le bilan de son aide au développement au Congo pour l'exercice 2015, ainsi que les perspectives pour l'année 2016. La coopération économique, sociale et militaire consolidée entre la France et la République du Congo s'est élevée à 18 Mds FCFA (27,5 M EUR) en 2015.

✉ sarah.sakatni@diplomatie.gouv.fr

▼ Congo : l'AFD instruit un projet de drainage des eaux pluviales à Pointe-Noire

L'ouverture des offres relatives à l'étude de faisabilité du projet de collecteurs naturels sur les rivières Tchikobo, Songolo, Tchinouka et Eau Claire, financée par l'Agence française de développement, a eu lieu le 11 février à Brazzaville. Six sociétés ont soumissionné. Pour rappel, deux conventions de financement ont déjà été signées entre le Congo et l'AFD dans le secteur de l'assainissement et du drainage pluvial : une 1^{ère} convention de 24 M EUR sous forme de subvention C2D (drainage pluvial de Brazzaville) et une 2^{ème} d'un montant de 62 M EUR sous forme de prêt souverain (aménagement et réhabilitation de cinq cours d'eau naturels situés dans les quartiers périphériques de la capitale).

✉ derudders@afd.fr

▼ Congo : l'AFD appuie le programme d'investissements prioritaires de la Société nationale de distribution d'eau (SNDE)

L'AFD a manifesté son intérêt pour accompagner les autorités congolaises, notamment le ministère de l'Energie et de l'hydraulique, dans la mise en œuvre d'un programme d'investissements de la SNDE. Le projet a pour objectifs de réhabiliter le réseau de distribution d'eau, d'étendre le service d'eau potable à près de 300 000 personnes dans les quartiers périphériques et de renforcer les capacités de gestion de la SNDE. Les quartiers périphériques de Brazzaville bénéficieront prioritairement de cet appui, compte tenu de leur faible taux de desserte. Un prêt souverain de 100 M EUR devrait prochainement être signé entre l'AFD et le gouvernement congolais.

✉ madaules@afd.fr

▼ Congo: le projet d'appui à la diversification de l'économie congolaise prolongé

Le projet d'appui à la diversification de l'économie (PADE), cofinancé par la République du Congo et la Banque mondiale à hauteur de 10 Mds FCFA (15,2 M EUR), sera rallongé de deux ans, jusqu'en février 2019, alors qu'il était initialement prévu qu'il prenne fin en février 2017. Cette "rallonge" devrait permettre d'accélérer le programme de diversification de l'économie congolaise en s'appuyant sur le secteur privé. D'après les estimations données par l'institution financière, le taux de décaissement de ce programme est actuellement de 41 % et devrait passer à 55 voire 62 % dans les six prochains mois.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo : l'hôpital d'instruction des armées en reconstruction à Brazzaville

La première pierre de cet hôpital a été posée le 15 février. Il sera doté de 443 lits, dont 334 serviront d'hébergements, contre 229 lits dans l'ancien hôpital. Les travaux ont été confiés en gré à gré à la société israélienne AMS, sous le contrôle de l'ingénieur conseil français EGIS International. Le coût prévisionnel du projet est de 167,2 Mds FCFA (255 M EUR) dont 86,2 Mds FCFA (131,5 M EUR) pour les travaux de construction et 52,6 Mds FCFA (80 M EUR) pour l'équipement et l'étude du projet. La durée des travaux est estimée à 48 mois. Cette nouvelle infrastructure sanitaire vient se rajouter à la liste des 12 hôpitaux généraux en construction dans tous les départements du Congo.

✉ helene.degui@diplomatie.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Salon de l'agriculture : présence de nombreux ministres africains

Comme chaque année, le Salon international de l'agriculture se tiendra porte de Versailles du 27 février au 3 mars. A cette occasion, le ministre a invité ses homologues internationaux pour un programme dédié. Cette année, sont déjà annoncés les ministres ivoiriens Adjoumani et Coulibaly, le ministre de l'Elevage de Guinée Conakry, Mohamed Tall, les ministres sénégalais Seck et Ndiaye ainsi que le ministre de l'Agriculture et de l'environnement soudanais, Musa. Des rencontres et des tables rondes seront proposées durant toute la durée du salon par l'ADEPTA en partenariat avec le MEDEF International.

✉ aude.roelly@adepta.com

▼ Afrique du Sud : continuité dans la politique agricole et foncière

Dans son discours sur l'état de la nation, le président a confirmé les orientations en matière de politique agricole et foncière. Malgré la gravité de la situation due à la sécheresse, il n'a pas annoncé la déclaration de catastrophe nationale. Concernant la réforme agraire, il a rappelé les mesures annoncées depuis 2 ans : réouverture des demandes de restitution (effective depuis 2014); mise en place de 4 projets pilotes (sur les 50 prévus) pour tester la faisabilité de la mesure controversée de redistribution de 50 % du capital des exploitations aux ouvriers agricoles; restriction du droit de propriété pour les étrangers limité à la location longue durée; plafonnement de la superficie des exploitations à 12 000 ha.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : progression des exportations agricoles en 2015

Les exportations sud-africaines de produits agricoles ont progressé de 7,2 % en 2015 à 112 Mds ZAR (7,9 Mds EUR). Le secteur contribue à hauteur de 10,8 % au total des ventes. Les importations ont progressé de 12 % pour atteindre 78 Mds ZAR (5,5 Mds EUR), du fait de l'importation exceptionnelle de 810 000 t de maïs en raison de la sécheresse. La balance commerciale bien qu'en recul (-2,3 %), reste nettement excédentaire (+2,4 Mds EUR). Ces bons résultats s'expliquent par la bonne santé du secteur horticole qui a profité du taux de change favorable et du recours à l'irrigation pour maintenir le niveau de production. L'Afrique reste le principal partenaire avec 46 % des ventes, suivi par l'UE (25 %) et l'Asie (19 %).

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ RDC : Signature d'une convention d'appui à l'agriculture avec la SNV

Le gouvernement central, à travers la cellule des financements en faveur des Etats fragiles (CFEF), a procédé le 10 février 2016, à la signature de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec l'organisation néerlandaise pour le développement (SNV), pour promouvoir le développement de l'agriculture paysanne dans la province du Kongo Central. Financé par la Banque mondiale à hauteur de 110 M USD, ce projet vise à augmenter la productivité et l'emploi dans les chaînes de valeurs des filières du riz, manioc et de l'huile de palme, dans les six pôles de croissance du Kongo Central : Tshela, Lukula, Boma, Kimpese, Mbanza-ngungu et Inkisi.

✉ francois.quintin@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Afrique du Sud : clarification du mix-énergétique

A l'occasion du discours sur l'état de la nation, le président Zuma a indiqué que des décisions seraient prises dans le secteur de la production électrique thermique avec la sélection de soumissionnaires privilégiés pour le programme IPP charbon et le lancement des premiers appels d'offres pour des centrales à gaz. En ce qui concerne l'énergie nucléaire, le président considère que son expansion (+9600 MW au cours de la prochaine décennie) fait toujours partie du futur mix énergétique. Pour autant, la tonalité du discours est plus mesurée que l'année précédente, dans la mesure où les premiers réacteurs étaient annoncés pour 2023 (hypothèse désormais abandonnée) et que la question du financement sera testée auprès du marché.

✉ gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr

▼ Angola : tentative de relance des investissements dans le secteur pétrolier

La concessionnaire nationale, Sonangol, tente d'imposer de nouvelles recherches sur les blocs 14 et 17, opérés par Chevron et Total : dans un décret paru récemment, la Sonangol a identifié 10 cibles où elle espère voir le lancement de nouvelles recherches et où elle estime qu'ils pourraient contenir jusqu'à 6 milliards de barils de pétrole. La déduction fiscale d'une partie des frais est prévue pour les deux opérateurs.

✉ patricia.baptista@businessfrance.fr

▼ Angola : poursuite de la restructuration du secteur électrique

Après avoir supprimé les anciennes entreprises publiques qui géraient le secteur électrique pour les remplacer par trois entreprises consacrées chacune à un maillon de la chaîne de valeur (ENDE, PRODEL et RNT), le gouvernement angolais a créé le 27 janvier un nouvel organe de régulation, l'IRSEA (Institut régulateur des services d'électricité, d'approvisionnement en eau et d'assainissement d'eaux résiduaires). Les concessions et licences pourront être accordées à des sociétés privées et non plus exclusivement à des entités dans lesquelles l'Etat est actionnaire majoritaire. De plus, deux académies de l'électricité seront créées : la première pour former des experts en hydroélectricité à Laúca, et la seconde près de Soyo.

✉ patricia.baptista@businessfrance.fr

▼ Zambie : l'usine Lafarge de Ndola augmente sa capacité de production

Lafarge Zambia a inauguré une nouvelle usine de broyage au sein de l'usine existante de Ndola, qui produira 100 000 tonnes de ciment par an, portant la capacité totale à 500 000 tonnes. Il s'agit d'une usine de ciment transportable dont les différentes composantes ont été importées préassemblées afin que les travaux de construction restants se limitent à la réalisation des fondations et du terrassement du site d'accueil. Ce dispositif effectue le contrôle des émissions de polluants atmosphériques et élimine les particules de gaz libérées durant les processus de production du ciment. Les productions attendues devraient être exportées prioritairement vers la RDC.

✉ gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr

▼ Rwanda : signature d'un memorandum d'entente sur l'extraction minière

Le ministre des Mines rwandais, Evode Imena, et le directeur de l'entreprise omanie Tri Metals Mining Limited Tariq al Barwani, ont signé un mémorandum d'entente sur la mise en place de trois projets miniers de grande envergure. D'une valeur estimée à 39 M USD, ce mémorandum porte sur l'extraction de cassitérite, de wolframite et de coltan, minerais qui fournissent respectivement l'étain, le tungstène, le tantalum et le niobium. Grâce à ces projets qui seront développés dans la province de l'Ouest, le gouvernement souhaite développer le secteur minier qui a rapporté 140 M USD en 2015, et qui ne représente que 1,9 % du PIB.

✉ loic.agostini@diplomatie.gouv.fr

▼ Nigéria : NLNG cherche à lever jusqu'à 2 Mds USD

Conseillée par First Bank of Nigeria et ING Group, la société Nigeria LNG serait, d'après les informations de Jeune Afrique, en train de finaliser une opération de levée de fonds de 1 à 2 Mds USD, destinés à financer la construction de deux unités de liquéfaction de gaz. NLNG est détenue à 49 % par la *Nigerian National Petroleum Corporation* (NNPC) et par les compagnies pétrolières Shell (25,6 %), Total LNG (15 %) et Eni (10,4 %). Actuellement, NLNG exploite six unités de production sur l'île de Bonny au sud de Port Harcourt. Si la levée de fonds est réussie, la société pourrait augmenter d'un tiers ses capacités de liquéfaction, passant d'une production annuelle de 22 M de tonnes à 30 M de tonnes de gaz naturel liquéfié.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : objectif de 750 000 tonnes pour la production cotonnière 2016-2017

Pour la saison 2016-2017, le Mali vise une production de 750 000 à 800 000 tonnes, soit une forte progression d'environ 36 % par rapport à la campagne actuelle qui s'achèvera en mars prochain. Selon la compagnie malienne de développement des textiles, l'atteinte de cet objectif dépendra de la pluviométrie et de la disponibilité des engrains et pesticides. L'Etat a déjà distribué aux producteurs de la chaux afin de leur permettre de modifier l'acidité des sols de culture. Le Mali reste le second producteur de coton en Afrique de l'Ouest derrière le Burkina Faso.

✉ nicolas.moussard@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo : l'Unité forestière d'exploitation Nkola concédée à Afriwood

Le ministre de l'Economie forestière et du développement durable et le PDG de la société d'exploitation forestière Afriwood ont signé le 15 février une convention d'aménagement et de transformation pour la mise en valeur de l'Unité forestière d'exploitation (UFE) Nkola, située dans la zone III du secteur forestier du département du Kouilou. L'UFE Nkola a une superficie totale de 188,406 ha, dont 139 816 ha sont exploitables. Le montant prévisionnel des investissements qu'Afriwood entend y réaliser s'élève à 749,9 M FCFA (1,1 M EUR) sur cinq ans. La signature de cette convention répond à la volonté de promouvoir une gestion moderne et durable des forêts du Congo.

✉ dominique.anouilh@diplomatie.gouv.fr

▼ RDC : baisse de la production de cuivre

La production de cuivre de République démocratique du Congo a baissé en 2015 après cinq années de hausse ininterrompue repassant sous le seuil du million de tonnes qu'elle avait franchi pour la première fois en 2014, selon les chiffres de la chambre des mines congolaise publié le 10 février 2016. Selon le rapport annuel de cet organisme patronal dépendant de la

Fédération des entreprises du Congo (FEC), la production nationale de ce minerai a reculé de 3,3 % par rapport à 2014 pour s'établir à 995 805 tonnes. Selon l'USGS, bureau géologique du gouvernement américain, la RDC était en 2014, le cinquième pays producteur de cuivre au monde et le premier en Afrique.

✉ francois.quintin@dgtrésor.gouv.fr

▼ Industries

▼ Afrique du Sud : résultats records pour l'industrie de la laine

Le marché de la laine sud-africaine a enregistré sa plus forte croissance depuis cinq saisons, avec une augmentation de 14,3% par rapport à la dernière vente aux enchères. La compétition entre les maisons acheteuses pour tous types de laine, combiné à l'effondrement du Rand et à un marché australien solide, ont contribué à cette hausse. La demande reste forte compte tenu de la chute de la production de laine pour vêtements. La production australienne a diminué de 7 % d'après *l'Australian Wool Production Forecast Committee*, et cette tendance devrait se confirmer au vu de la baisse du nombre de moutons tondus et du déclin de la qualité de la laine.

✉ camille.tricoire@businessfrance.fr

▼ Ouganda : première exportation de vêtements ougandais vers l'Europe

En février, 35 000 tee-shirts produits par la société Fine Spinners Uganda Ltd auront été exportés au Danemark pour l'entreprise Jack & Jones Clothing Company. L'usine a été ouverte en 2014 grâce à un investissement sri-lankais de 40 M USD, investissement encouragé par les incitations « généreuses » à l'investissement dans la transformation du coton, mises en œuvre dans le cadre de la politique de soutien à la filière textile du pays. Si aujourd'hui Fine Spinners s'approvisionne auprès de 7 000 fermes et emploie 1 100 personnes, à terme ce seront 30 000 fermes et 3 000 personnes qui seront concernées par cette production à 90 % destinée aux marchés extérieurs (Etats-Unis et Europe).

✉ thierry.loussakoueno@dgtrésor.gouv.fr

▼ Tanzanie : incertitudes sur le projet de ligne ferroviaire régionale au départ de Dar Es Salaam

Le projet de ligne ferroviaire reliant la Tanzanie, le Burundi, le Rwanda et la République démocratique du Congo est actuellement à l'arrêt. Devant les députés s'exprimant sur le projet, le ministre des Finances Philip Mpango a indiqué que le coût du contrat conclu avec un consortium chinois pour la construction de la ligne était trop élevé (7,6 Mds USD). Certains députés, dont la circonscription est impactée par le projet, ont alerté le gouvernement sur la nécessité d'une réalisation rapide, un projet concurrent étant à l'étude au Kenya. La Tanzanie jouit d'une position stratégique en Afrique de l'Est, offrant un accès à l'Océan indien pour 7 pays enclavés.

✉ alperte.beatrice@dgtrésor.gouv.fr

▼ Mali: Yattassaye Technology Company (Yattco) veut ouvrir une usine d'assemblage de téléphone

La start-up Yattco, fabricant malien de smartphones et d'ordinateurs, s'est associé à l'opérateur de téléphonie Orange Mali pour commercialiser son smartphone à bas prix fabriqué en Chine: *Yuv Smart*. Le premier modèle a été écoulé à 10 000 exemplaires et la version 2 vise 15 000

ventes au prix unitaire de 39 000 FCFA, soit moitié moins cher que les smartphones comparables et disponibles sur le marché malien. Le promoteur a pour ambition d'ouvrir une usine d'assemblage de 7,6 M EUR pour les téléphones, les tablettes et les ordinateurs.

✉ nicolas.moussard@dgtrésor.gouv.fr

▼ Guinée Equatoriale : construction d'un complexe pétrochimique à Riaba

Le ministère équato-guinéen des Mines, de l'industrie et de l'énergie a annoncé le 10 février que Riaba Fertilizer Ltd a confié à un consortium chinois dirigé par East China Engineering Science and Technology (EAJE), la construction d'un complexe doté d'une unité de production d'ammoniac (cap. 1,5 Mtpa), alimentée avec le gaz des réserves *on-shore* de l'est de l'île de Bioko. Un contrat de fourniture de gaz produit sur le bloc O a été signé par Noble Energy et ses partenaires (Gunvor, Atlas Petroleum et Glencore). Les travaux doivent durer 32 mois et démarreront en mars 2016. Ce nouveau complexe positionnera la Guinée Equatoriale en tant que 1^{er} producteur régional pétrochimique.

✉ vincent.branquet@diplomatie.gouv.fr

▼ Services

▼ Mozambique : solutions e-santé & m-santé pour améliorer la couverture médicale

Compte tenu de l'exclusion d'une partie de la population rurale au diagnostic médical, le projet InSCALE, lancé par le consortium Malaria Mozambique, a mis au point une application sur smartphone, Commcare, fournissant des diagnostics sur la base de questions standardisées et de minuteurs respiratoires. Connecté avec les centres de soin, Commcare stocke les informations sur les patients, et personnalise les diagnostics au fil des recours à l'application. Le *Dedicated Logistics System* repose aussi sur l'utilisation d'un dispositif m-santé en améliorant la gestion des stocks de vaccins acheminés dans les zones éloignées. Ce dispositif est utilisé par 400 centres hospitaliers au bénéfice de 6 M de Mozambicains.

✉ sarah.watine@businessfrance.fr

▼ Afrique du Sud : MTN, Cell-C et Vodacom prennent la main sur la base clients d'Altech Autopage

Le Tribunal de la concurrence vient d'autoriser Altech Autopage à vendre les données de sa base clients à MTN, Cell-C et Vodacom. Cette transaction qui s'élève à plus de 1,5 Md ZAR permettra aux opérateurs d'accéder à tous les contrats souscrits chez eux par les clients d'Altech Autopage. Cette initiative est loin de faire l'unanimité. Saicom, l'un des fournisseurs les plus importants d'Altech Autopage a saisi en décembre le Tribunal de la concurrence pour l'alerter des effets néfastes de ces fusions. Le Tribunal avait saisi la Commission de la concurrence pour une enquête approfondie. Bien que Saicom ait été débouté de sa requête, la Commission analyse encore la mise en application des fusions.

✉ laura.laguierce@businessfrance.fr

▼ Ouganda : recrutement des meilleurs étudiants en informatique par une société norvégienne

L'entreprise Norvégienne Laboremus, leader en Ouganda sur le marché du développement de logiciels, a fait savoir qu'elle souhaitait recruter les nouveaux diplômés en TIC, avec mention

« Très bien », de l'université de Makarere (Kampala). L'entreprise qui a débuté ses activités en 2013, exporte ses services vers la Norvège et le Kenya. En Ouganda, elle a notamment développé un logiciel de mapping du HIV pour la commission ougandaise de lutte contre le SIDA, le nouveau « guichet unique » informatique de l'autorité ougandaise pour les investissements (UIA), et des logiciels d'archivage électronique pour les passeports et la gestion des salaires des enseignants.

✉ thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : les professionnels du tourisme pessimistes pour 2016

Les professionnels du secteur affichent leur pessimisme sur l'évolution du tourisme. Selon Willy Chambullo, président de l'association des tours opérateurs, l'activité aurait connu une chute sans précédent du nombre de touristes d'environ 30 % en 2015. Celui-ci met ainsi en doute les chiffres avancés par l'organisation mondiale du tourisme (1,2 M de visiteurs en 2015), et regrette que le gouvernement n'utilise pas les données des opérateurs locaux. Une des raisons principales avancées pour expliquer ce phénomène est la réduction des déplacements, notamment en Afrique, en raison de la menace terroriste.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : transfert des fonds publics des banques commerciales vers la banque centrale

Le gouvernement a décidé de transférer l'ensemble des fonds publics vers la Banque centrale de Tanzanie. Cette mesure vise à garantir une meilleure surveillance de l'utilisation de l'argent public, dispersé dans diverses banques commerciales. Les fonds détenus par les ministères, les agences gouvernementales et les autorités locales, représentent un total d'environ 200 M EUR. Les banques commerciales ont indiqué que cette mesure n'affecterait pas leur activité quotidienne. Cette initiative fait suite aux déclarations du président en décembre dernier, selon lesquelles l'activité des banques commerciales était fondée sur les importants dépôts gouvernementaux plutôt que les services aux ménages.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : AMCON reprend le contrôle d'Aero Contractors

Asset Management Corporation of Nigeria (AMCON), structure publique de défaisance créée pour racheter et gérer les créances douteuses d'entreprises nigérianes en difficulté, vient de dissoudre le conseil d'administration de la compagnie aérienne Aero Contractors, qu'elle détient à 60 % depuis 2013. L'entreprise publique reproche à l'équipe dirigeante d'Aero Contractors, la mauvaise gestion financière de la société dans laquelle elle a investi plus de 20 Mds NGN (environ 90 M EUR).

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : bataille judiciaire entre MTN Nigeria et Etisalat

Le 8 janvier 2015, la filiale nigériane du groupe sud-africain MTN annonçait l'acquisition de l'opérateur CDMA Visafone Communications, opération validée par le régulateur du secteur, la *Nigerian Communications Commission* (NCC). Grâce à cette opération, MTN dispose désormais d'un spectre de fréquence 800 MHz permettant le développement de la 4G au Nigéria. Afin d'empêcher le renforcement de la position dominante de MTN sur le marché des télécommunications (62 M d'abonnés), Etisalat Nigeria (23 M d'abonnés) a saisi la justice pour contester cette acquisition. La société émiratie accuse MTN de favoritisme, les autres opérateurs mobiles ayant étant exclus de l'appel d'offre lors de la revente de Visafone Communications.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : Glo, plus forte progression du nombre d'internautes mobiles en 2015

La Nigerian Communication Commission a récemment publié ses statistiques du marché nigérian de la data mobile en 2015, desquelles ressortent une augmentation de près de 20 M d'internautes mobiles, passés à 97 M en décembre 2015. MTN, leader du marché, stable sur un an, passe de 38,6 M à 39,9 M d'utilisateurs malgré une perte de 2M d'internautes sur le dernier trimestre. Airtel est passé de 14,4 M à 16,8 M en un an avec un pic à 17,8 M en octobre. Ce sont surtout Etisalat et Globacom qui présentent les plus belles progressions avec respectivement 6,2 M et 17,1 M d'utilisateurs fin 2014, puis 15,2 et 25,1 M d'internautes mobiles fin 2015. La société du milliardaire Mike Adenuga assoit sa position de challenger derrière MTN.

✉ pierre.decoussy@businessfrance.fr

▼ Mali : plus de 600 millions de FCFA investis par la fondation Orange en 2015

La fondation Orange Mali intervient dans quatre principaux secteurs de l'économie malienne : la santé, l'éducation, la culture et la solidarité. Dans le cadre de son rôle d'entreprise citoyenne, elle a investi en 2015 près de 700 M FCFA, dont 100 millions de donations en provenance de sa fondation mère. Initialement lancé sous la marque Ikatel en 2003 après achat d'une licence d'opérateur global, l'opérateur leader de la téléphonie mobile est devenu Orange Mali le 30 novembre 2006. Il compte aujourd'hui près de 13 millions d'abonnés. Il a contribué à hauteur de 4,9 % à la formation du PIB du Mali en 2014.

✉ nicolas.moussard@dgtresor.gouv.fr

▼ Togo : ouverture d'une ligne Addis-Abeba/Lomé/New-York

La compagnie aérienne Ethiopian Airlines, partenaire de la compagnie panafricaine Asky basée à Lomé, a annoncé l'ouverture prochaine d'une ligne Addis-Abeba/Lomé/New-York. Trois vols par semaine seront programmés à partir de juin prochain. Ils devraient être assurés par un Boeing 787 Dreamliner, pouvant accueillir 24 passagers en « classe affaires » et 246 en « classe économique ». L'ouverture de la ligne pourrait coïncider avec l'inauguration de la nouvelle aérogare, dont le processus de sélection du gestionnaire est en cours.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : les résultats 2015 de l'ONATEL

Pour son exercice 2015, l'Office national des télécommunications (ONATEL) dont l'actionnaire principal est ETISALAT (Abu Dhabi), affiche un résultat net de 25,3 Mds FCFA, en hausse de près de 40 % par rapport à 2014. Son chiffre d'affaires (145 Mds XOF) a enregistré une croissance de 11 %. La compagnie compte désormais 6,75 millions d'abonnés (sur environ 18 millions d'habitants), soit une hausse de 24% par rapport à 2014. L'essentiel du développement de l'entreprise repose sur le dynamisme de la téléphonie mobile. Le chiffre d'affaires de la téléphonie fixe et celui du transfert de données se sont contractés respectivement de 7 % et 9 %.

✉ pascal.carrere@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo : Les routes nationales n°1 et n°2 bientôt concédées à un opérateur privé ?

L'avis d'appel d'offre pour la mise en concession des routes nationales RN1 et RN2 a été lancé par le ministère de l'Aménagement du territoire et de la délégation générale aux grands travaux

(MATDGGT) le 6 février 2016. Il s'agit de la route Pointe-Noire-Brazzaville (RN1) dont les travaux sont presque achevés et de la route Brazzaville-Ouesso (RN2) déjà achevée. Pour le gouvernement congolais, la mise en concession de ce corridor via un partenariat public-privé devrait permettre de garantir sa pérennité et surtout sa rentabilité. Pour plus d'informations, consulter le site internet du MATDGGT : www.grandstravaux.org.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Gabon : inauguration de la nouvelle liaison Lagos-Libreville

Arik Air vient d'ouvrir une ligne Lagos-Libreville. Cette ligne devrait permettre d'accroître les liens commerciaux entre les deux pays. Les vols pour Libreville quitteront trois fois par semaine (mardi, vendredi et dimanche) Lagos en passant par Port Harcourt. D'autres vols feront le sens inverse les mercredis, samedis et lundis. Ces vols seront opérés en CRJ1000 configuré pour 100 passagers en classe économique. Libreville deviendrait ainsi la deuxième destination d'Arik Air en Afrique centrale et sa 13^{ème} destination internationale.

✉ thierry.blin@dgtresor.gouv.fr

▼ Gabon : lancement des travaux de la Télévision numérique terrestre

Le ministère de l'Economie numérique et de la poste vient de faire savoir que le lancement effectif des travaux de la Télévision numérique terrestre par la société chinoise StarTimes a été fixé pour le mois de juin 2016. Selon le ministère, ce timing aurait été choisi dans l'optique d'offrir une meilleure diffusion de la Coupe d'Afrique des nations de football (CAN) 2017 sur l'étendue du territoire national. L'objectif est d'étendre la TNT sur 85 % du territoire gabonais d'ici cette date (couverture de 50 localités). Les délais sont donc extrêmement courts. Le contrat avec l'entreprise chinoise a été signé en mai 2015. Il porte sur un montant de 178 M USD (environ 105,5 Mds F CFA).

✉ thierry.blin@dgtresor.gouv.fr

▼ Données mobiles : l'opérateur Africell veut doper ses revenus

Africell, l'opérateur de téléphonie mobile actif en Sierra Leone, en Gambie, en République démocratique du Congo et en Ouganda a annoncé avoir signé un contrat de « contrôle des politiques et de la tarification des données » avec le sous-traitant du secteur des télécommunications Alepo, déjà fournisseur du français Orange ou Saudi Telecom, et dont l'objectif est notamment de proposer de nouvelles offres de données 3G et 4G compétitives. Africell, revendiquait 12 millions d'abonnés en 2014 et espérait atteindre 15 millions d'utilisateurs fin 2015. Son chiffre d'affaires était de 270 M USD en 2014, montant qu'Africell espère voir passer à 500 M USD à l'horizon 2016. Africell fournit déjà la 4G à ses abonnés à Kampala, capitale de l'Ouganda.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

ENTREPRISES

▼ Côte d'Ivoire : Mimran, de la farine aux pâtes

La filiale du groupe de l'homme d'affaires français Jean-Claude Mimran (présent dans l'agroalimentaire en Afrique, dans l'immobilier et l'hôtellerie en Europe) va lancer des travaux pour adapter ses installations à la production, dès cette année, de pâtes alimentaires (fabriquées à partir de blé dur), pour un investissement de 15 Mds F CFA (22,9 M EUR). L'entreprise entend également se développer dans l'alimentation animale, qui nécessite notamment des sous-produits de la farine comme le son de blé. De quoi renforcer ses activités, déstabilisées par la guerre des prix consécutive à l'arrivée de nouveaux acteurs il y a quelques années.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ Eiffage Sénégal accélère en Afrique de l'Ouest

La filiale sénégalaise du groupe français de BTP Eiffage, a vu son chiffre d'affaires baisser sur les deux dernières années (48,6 Mds FCFA en 2014 et 42,2 Mds 2015). Dans ce contexte, le groupe accélère son redéploiement dans la sous-région ouest-africaine. Il travaille ainsi depuis six mois à la réhabilitation de Kouloba, le palais présidentiel malien à Bamako. Eiffage Sénégal discute également avec les gouvernements des pays concernés sur des projets d'autoroute et de pont à Conakry, à Nouakchott en Mauritanie. Implantée au Sénégal depuis 1926, l'entreprise boucle ses 90 ans de présence dans le pays. Autant dire que les bases sont suffisamment solides pour entamer une expansion sous-régionale sûre.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ Innovation : Société générale s'associe à Jokkolabs à Dakar

Société générale a créé un « laboratoires d'idées » à Dakar. Concrètement, il s'agit d'une équipe décentralisée de la direction Afrique subsaharienne de Société générale qui sera hébergée par le bureau dakarois du réseau d'espaces de co-working Jokkolabs. Le *Lab* de Dakar sera « immergé dans l'écosystème d'innovation ouverte, en contact permanent avec les acteurs locaux (startup, entrepreneurs, experts...) et pourra tester l'adéquation des projets innovants du Groupe avec les tendances du marché local ». À terme, les idées « pertinentes » nées dans ce laboratoire pourront être mises en œuvre dans les réseaux Société Générale en Afrique.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ Orange triple son bénéfice en 2015

En 2015, Orange a maintenu sa croissance et ses marges en Afrique et au Moyen-Orient. Le groupe français, présent dans une vingtaine de pays de la région, y comptait 110,2 millions de clients fin 2015, nombre en progression de 4,1 % à base comparable par rapport à 2014, en tenant compte de la cession d'Orange Ouganda, de la mise en équivalence de Telkom Kenya fin 2014 et de l'intégration globale de Médi Telecom (Maroc) mi-2015. La région reste la plus dynamique du groupe. Orange y a réalisé un chiffre d'affaires de 4,899 Mds EUR en 2015 (+5,1 % sur un an), tandis qu'il baissait de 1,7 % en Europe (9,963 Mds EUR) et de 0,8 % en France (19,14 Mds EUR). Environ 71 % des nouveaux clients d'Orange en 2015 ont été gagnés dans la zone Afrique et Moyen-Orient.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

CARNET ET AGENDA

▼ Déjeuner Agrobusiness avec le président zambien

Le 9 février, la séquence "Agrobusiness" organisée par l'ADEPTA a réuni 6 entreprises pour échanger avec le président et ses 3 ministres. Celui-ci a insisté sur l'importance de créer de la valeur en Zambie qui ne veut pas être simple exportateur de matières premières. L'amélioration de la productivité de l'élevage et de l'agriculture, le développement de l'irrigation, l'amélioration génétique (végétale et animale) ont été cités comme points clefs pour le développement du secteur en Zambie. La Zambie est au cœur d'un marché de 900 millions de consommateurs et vient de signer des accords de libre-échange avec la RDC et l'Angola. L'ADEPTA organisera une délégation d'entreprises en Zambie fin novembre 2016, conjointement avec Medefi.

✉ aude.roelly@adepta.com

▼ Salon de l'agriculture : performances et perspectives de développement du secteur agricole en Côte d'Ivoire

Le ministre de l'Agriculture et du développement rural de Côte d'Ivoire Coulibaly Sangafowa participera au Salon international de l'agriculture 2016. Cette mission s'inscrit dans le cadre de la promotion du potentiel agricole de la Côte d'Ivoire, des réformes opérées dans le secteur et des questions liées à la valorisation et à la transformation des produits ivoiriens. A cet effet, MEDEF International et l'ADEPTA sont heureux de vous inviter à une conférence avec le ministre dans la salle espace 2000 du salon, sous le thème « Performances et perspectives de développement du secteur agricole en Côte d'Ivoire ».

✉ audrey.keller@adepta.com

▼ Mission d'entreprises en Côte d'Ivoire : 18 au 20 mai 2016

L'ADEPTA organise du 18 au 20 mai une mission d'entreprises à Abidjan en Côte d'Ivoire. Ciblée sur les agro-industries, cette mission a pour objectif de créer des liens entre les porteurs de projets ivoiriens et les fournisseurs d'équipements, d'intrants et de savoir-faire français. Dans la continuité de la participation de 37 entreprises françaises au SARA 2015, nous souhaitons renforcer notre effort de prospection dans le pays afin de saisir les opportunités d'affaires, dans un climat politique encourageant. La mission sera construite autour d'une journée de B2B et de deux jours de visites terrain, en fonction des attentes de chaque participants.

✉ thibaut.crepon@adepta.com

▼ Madagascar : Sommet de la francophonie les 26-27 novembre 2016

Arrêté à des dates compatibles avec celles de la COP 22 (7-18 novembre 2016 au Maroc), le 16^{ème} Sommet de la Francophonie, initialement prévu les 18-19 novembre 2016 à Antananarivo, aura lieu les 26-27 novembre. Dans le cadre de sa préparation, la construction de la route reliant l'Aéroport International d'Ivato à Alarobia vient par décret d'être déclarée d'utilité publique, et des négociations sont menées avec le groupe Radisson Blu pour la réhabilitation de l'hôtel 5 étoiles d'Ivato. Lors de sa mission d'évaluation du 18 au 21 janvier dernier, le comité de pilotage de l'OIF a fait état d'un bilan positif au niveau de l'avancement des travaux préparatoires.

✉ hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : forte mobilisation européenne pour le 1^{er} salon AfricaBuild de Lagos**

91 exposants ont répondu à l'appel de l'organisateur FairTrade afin de participer à ce salon consacré au secteur de la construction (équipements, matériaux et décoration), premier du genre au Nigéria. Par le biais de plusieurs pavillons nationaux, l'UE rassemble 45 entreprises dont 16 espagnoles, 12 italiennes et 8 autrichiennes. A noter la présence du français Grande Forge. L'ambassadeur de l'Union européenne au Nigéria, Michel Arzion, a profité de la cérémonie d'inauguration pour rappeler que le Nigéria ne représentait pas seulement des débouchés à l'export pour les entreprises de l'UE, mais également des possibilités d'investissements durables.

✉ thibauld.leger@dgtrésor.gouv.fr

▼ **Gabon : confirmation de Jean-Bernard Boumah à la tête de la CPG**

Le DGA du groupe Ceca-Gadis a pris la tête de la Confédération patronale gabonaise (CPG) au cours du conseil d'administration extraordinaire du 11 février. Il en assurait l'intérim suite au départ de Madeleine Berre au gouvernement (Commerce). Jean-Bernard Boumah prévoit de soumettre aux pouvoirs publics un plan de travail au terme duquel la CPG s'engage à œuvrer pour la compétitivité de l'économie, l'emploi des jeunes par l'apprentissage, la formation et le soutien à l'auto-emploi, ainsi qu'en faveur du dialogue public-privé et des échanges intra et interrégionaux. Jean-Bernard Boumah entendrait obtenir le remboursement de la dette intérieure dans le cadre d'un « Club de Libreville 7 ».

✉ thierry.blin@dgtrésor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MAEDI ni des ministères économiques et financiers.
La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère des Affaires étrangères et du Développement international et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère des Finances et des Comptes publics et du ministère de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique.

Contacts

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtrésor.gouv.fr

Directeur de la Publication

Marc Bouteiller

Rédacteurs en Chef

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :
objectifafrigue.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prénom.nom@dgtrésor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :



C'M/S' Bureau Francis Lefebvre

